



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr.: Limitée
1^{er} décembre 2006

Français
Original: Anglais

Première session
Amman, 10-14 décembre 2006
Point 2 de l'ordre du jour provisoire*
**Examen des moyens d'atteindre les objectifs
de la Conférence des États parties conformément
à l'article 63, paragraphes 1 et 4 à 7, de la
Convention des Nations Unies contre la corruption**

États-Unis d'Amérique: proposition

Projet de liste de contrôle pour l'autoévaluation

L'objet de la présente liste de contrôle pour l'autoévaluation est de recueillir des informations générales auprès des États parties et signataires de la Convention des Nations Unies contre la corruption (résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe), selon les instructions données par la Conférence des États parties à la Convention à sa première session et dans le cadre du programme de travail approuvé à cette même session. Les informations à fournir, qui porteront sur certains articles des chapitres ci-après de la Convention, sélectionnés par la Conférence des États parties, seront examinées à la deuxième session:

- a) Incrimination, détection et répression (chap. III);
- b) Recouvrement d'avoirs (chap. V);
- c) Mesures préventives (chap. II).

Si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le questionnaire, veuillez contacter l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

* CAC/COSP/2006/1.



Incrimination, détection et répression

Article 15. Corruption d'agents publics nationaux

“Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:

a) Au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles;”

1 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

1 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

1 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes).

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Au fait pour un agent public de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d’accomplir ou de s’abstenir d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles.”

2 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

2 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

2 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

Article 16. Corruption d’agents publics étrangers et de fonctionnaires d’organisations internationales publiques

“1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d’infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, au fait de promettre, d’offrir ou d’accorder à un agent public étranger ou à un fonctionnaire d’une organisation internationale publique, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu’il accomplisse ou s’abstienne d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles, en vue d’obtenir ou de conserver un marché ou un autre avantage indu en liaison avec des activités de commerce international.”

3 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

3 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

3 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“2. Chaque État Partie envisage d’adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d’infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, au fait, pour un agent public étranger ou un fonctionnaire d’une organisation internationale publique, de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d’accomplir ou de s’abstenir d’accomplir un acte dans l’exercice de ses fonctions officielles.”

4 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

4 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

4 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type	()
Rédaction de lois	()
Conseils juridiques	()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption	()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application	()
Autre (veuillez préciser)	

Aucun besoin d’assistance	()
---------------------------	-----

Article 17. Soustraction, détournement ou autre usage illicite de biens par des agents publics

“Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d’infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, à la soustraction, au détournement ou à un autre usage illicite, par un agent public, à son profit ou au profit d’une autre personne ou entité, de tous biens, de tous fonds ou valeurs publics ou privés ou de toute autre chose de valeur qui lui ont été remis à raison de ses fonctions.”

5 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui	() Oui, en partie
() Non	

5 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

5 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

Article 23. Blanchiment du produit du crime

“1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:

a) i) À la conversion ou au transfert de biens dont celui qui s'y livre sait qu'ils sont le produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

ii) À la dissimulation ou au déguisement de la nature véritable, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de biens ou de droits y relatifs dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du crime;”

6 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

6 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

6 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
- Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique:

i) À l'acquisition, à la détention ou à l'utilisation de biens dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime;

ii) À la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.”

7 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

7 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

7 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

a) Chaque État Partie s'efforce d'appliquer le paragraphe 1 du présent article à l'éventail le plus large d'infractions principales;

b) Chaque État Partie inclut dans les infractions principales au minimum un éventail complet d'infractions pénales établies conformément à la présente Convention;

c) Aux fins de l'alinéa b) ci-dessus, les infractions principales incluent les infractions commises à l'intérieur et à l'extérieur du territoire relevant de la compétence de l'État Partie en question. Toutefois, une infraction commise à l'extérieur du territoire relevant de la compétence d'un État Partie ne constitue une infraction principale que lorsque l'acte correspondant est une infraction pénale dans le droit interne de l'État où il a été commis et constituerait une infraction pénale dans le droit interne de l'État Partie appliquant le présent article s'il avait été commis sur son territoire;

d) Chaque État Partie remet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une copie de ses lois qui donnent effet au présent article ainsi que de toute modification ultérieurement apportée à ces lois ou une description de ces lois et modifications ultérieures;

e) Lorsque les principes fondamentaux du droit interne d'un État Partie l'exigent, il peut être disposé que les infractions énoncées au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui ont commis l'infraction principale.”

8 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

8 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

8 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

Article 25. Entrave au bon fonctionnement de la justice

“Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:

a) Au fait de recourir à la force physique, à des menaces ou à l'intimidation ou de promettre, d'offrir ou d'accorder un avantage indu pour obtenir un faux témoignage ou empêcher un témoignage ou la présentation d'éléments de preuve dans une procédure en rapport avec la commission d'infractions établies conformément à la présente Convention;”

9 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

9 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

9 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

- Conseils juridiques ()
- Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
- Autre (veuillez préciser)
-
-
-

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Au fait de recourir à la force physique, à des menaces ou à l'intimidation pour empêcher un agent de la justice ou un agent des services de détection et de répression d'exercer les devoirs de leur charge en rapport avec la commission d'infractions établies conformément à la présente Convention. Rien dans le présent alinéa ne porte atteinte au droit des États Parties de disposer d'une législation destinée à protéger d'autres catégories d'agents publics.”

10 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

10 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

10 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

Recouvrement d'avoirs

Article 52. Prévention et détection des transferts du produit du crime

“1. Sans préjudice de l'article 14 de la présente Convention, chaque État Partie prend, conformément à son droit interne, les mesures nécessaires pour que les institutions financières relevant de sa juridiction soient tenues de vérifier l'identité des clients et de prendre des mesures raisonnables pour déterminer l'identité des ayants droit économiques des fonds déposés sur de gros comptes, ainsi que de soumettre à une surveillance accrue les comptes que des personnes qui exercent, ou ont exercé, des fonctions publiques importantes et des membres de leur famille et de leur proche entourage cherchent à ouvrir ou détiennent directement ou cherchent à faire ouvrir ou font détenir par un intermédiaire. Cette surveillance est raisonnablement conçue de façon à détecter les opérations suspectes afin de les signaler aux autorités compétentes et ne devrait pas être interprétée comme un moyen de décourager les institutions financières – ou de leur interdire – d'entretenir des relations d'affaires avec des clients légitimes.”

11 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

11 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

11 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“2. Afin de faciliter l'application des mesures prévues au paragraphe 1 du présent article, chaque État Partie, conformément à son droit interne et en s'inspirant des initiatives pertinentes prises par les organisations régionales, interrégionales et multilatérales pour lutter contre le blanchiment d'argent:

a) Publie des lignes directrices concernant les types de personne physique ou morale sur les comptes desquels les institutions financières relevant de sa juridiction devront exercer une surveillance accrue, les types de compte et d'opération auxquels elles devront prêter une attention particulière, ainsi que les mesures à prendre concernant l'ouverture de tels comptes, leur tenue et l'enregistrement des opérations; et”

12 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

12 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

12 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) S’il y a lieu, notifie aux institutions financières relevant de sa juridiction, à la demande d’un autre État Partie ou de sa propre initiative, l’identité des personnes physiques ou morales dont elles devront surveiller plus strictement les comptes, en sus des personnes que les institutions financières pourront par ailleurs identifier.”

13 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

13 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

13 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“3. Dans le contexte de l’alinéa a du paragraphe 2 du présent article, chaque État Partie applique des mesures afin que ses institutions financières tiennent des états adéquats, pendant une durée appropriée, des comptes et opérations impliquant les personnes mentionnées au paragraphe 1 du présent article, lesquels états devraient contenir, au minimum, des renseignements sur l’identité du client ainsi que, dans la mesure du possible, de l’ayant droit économique.”

14 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

☐ Oui ☐ Oui, en partie

☐ Non

14 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

14 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ☐

Rédaction de lois ☐

Conseils juridiques ☐

Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ☐

Élaboration d’un plan d’action pour l’application ☐

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ☐

“4. Dans le but de prévenir et de détecter les transferts du produit d’infractions établies conformément à la présente Convention, chaque État Partie applique des mesures appropriées et efficaces pour empêcher, avec l’aide de ses organismes de réglementation et de contrôle, l’établissement de banques qui n’ont pas de présence physique et qui ne sont pas affiliées à un groupe financier réglementé. En outre, les États Parties peuvent envisager d’exiger de leurs institutions financières qu’elles refusent d’établir ou de poursuivre des relations de banque correspondante avec de telles institutions et se gardent d’établir des relations avec des institutions financières étrangères permettant que leurs comptes soient utilisés par des banques qui n’ont pas de

présence physique et qui ne sont pas affiliées à un groupe financier réglementé.”

15 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

15 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

15 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“5. Chaque État Partie envisage d’établir, conformément à son droit interne, pour les agents publics appropriés, des systèmes efficaces de divulgation de l’information financière et prévoit des sanctions adéquates en cas de non-respect. Chaque État Partie envisage également de prendre les mesures nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes de partager cette information avec les autorités compétentes d’autres États Parties lorsque celles-ci en ont besoin pour enquêter sur le produit d’infractions établies conformément à la présente Convention, le réclamer et le recouvrer.”

16 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

16 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

16 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
 Rédaction de lois ()
 Conseils juridiques ()
 Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
 Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
 Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“6. Chaque État Partie envisage de prendre, conformément à son droit interne, les mesures nécessaires pour que ses agents publics appropriés ayant un droit ou une délégation de signature ou tout autre pouvoir sur un compte financier domicilié dans un pays étranger soient tenus de le signaler aux autorités compétentes et de conserver des états appropriés concernant ces comptes. Il prévoit également des sanctions appropriées en cas de non-respect de cette obligation.”

17 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
 () Non

17 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

17 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
- Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

Article 53. Mesures pour le recouvrement direct de biens

“Chaque État Partie, conformément à son droit interne:

- a) Prend les mesures nécessaires pour permettre à un autre État Partie d’engager devant ses tribunaux une action civile en vue de voir reconnaître l’existence d’un droit de propriété sur des biens acquis au moyen d’une infraction établie conformément à la présente Convention;”

18 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

18 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

18 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Prend les mesures nécessaires pour permettre à ses tribunaux d'ordonner aux auteurs d'infractions établies conformément à la présente Convention de verser une réparation ou des dommages-intérêts à un autre État Partie ayant subi un préjudice du fait de telles infractions; et”

19 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

19 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

19 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“c) Prend les mesures nécessaires pour permettre à ses tribunaux ou autorités compétentes, lorsqu’ils doivent décider d’une confiscation, de reconnaître le droit de propriété légitime revendiqué par un autre État Partie sur des biens acquis au moyen d’une infraction établie conformément à la présente Convention.”

20 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

20 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

20 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

Article 54. Mécanismes de recouvrement de biens par la coopération internationale aux fins de confiscation

“1. Afin d’assurer l’entraide judiciaire prévue à l’article 55 de la présente Convention concernant les biens acquis au moyen d’une infraction établie conformément à la présente Convention ou utilisés pour une telle infraction, chaque État Partie, conformément à son droit interne:

a) Prend les mesures nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes de donner effet à une décision de confiscation d’un tribunal d’un autre État Partie;”

21 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

21 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

21 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Prend les mesures nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes, lorsqu'elles ont compétence en l'espèce, d'ordonner la confiscation de tels biens d'origine étrangère, en se prononçant sur une infraction de blanchiment d'argent ou une autre infraction relevant de sa compétence, ou par d'autres procédures autorisées par son droit interne; et”

22 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

22 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

22 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
- Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“c) Envisage de prendre les mesures nécessaires pour permettre la confiscation de tels biens en l’absence de condamnation pénale lorsque l’auteur de l’infraction ne peut être poursuivi pour cause de décès, de fuite ou d’absence ou dans d’autres cas appropriés.”

23 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

23 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

23 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“2. Afin d'accorder l'entraide judiciaire qui lui est demandée en application du paragraphe 2 de l'article 55, chaque État Partie, conformément à son droit interne:

a) Prend les mesures nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes de geler ou de saisir des biens, sur décision d'un tribunal ou d'une autorité compétente d'un État Partie requérant ordonnant le gel ou la saisie, qui donne à l'État Partie requis un motif raisonnable de croire qu'il existe des raisons suffisantes de prendre de telles mesures et que les biens feront ultérieurement l'objet d'une ordonnance de confiscation aux fins de l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article;”

24 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

24 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

24 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Prend les mesures nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes de geler ou de saisir des biens sur la base d'une demande donnant à l'État Partie un motif raisonnable de croire qu'il existe des raisons suffisantes de prendre de telles mesures et que les biens feront ultérieurement l'objet d'une ordonnance de confiscation aux fins de l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article; et”

25 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

25 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

25 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“c) Envisage de prendre des mesures supplémentaires pour permettre à ses autorités compétentes de préserver les biens en vue de leur confiscation, par exemple sur la base d’une arrestation ou d’une inculpation intervenue à l’étranger en relation avec leur acquisition.”

26 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

☐ Oui ☐ Oui, en partie
☐ Non

26 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

26 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ☐
Rédaction de lois ☐
Conseils juridiques ☐
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ☐
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ☐
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ☐

Article 56. Coopération spéciale

“Sans préjudice de son droit interne, chaque État Partie s’efforce de prendre des mesures lui permettant, sans préjudice de ses propres enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires, de communiquer, sans demande préalable, à un autre État Partie des informations sur le produit d’infractions établies conformément à la présente Convention lorsqu’il considère que la divulgation de ces informations pourrait aider ledit État Partie à engager ou mener une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire ou pourrait déboucher sur la présentation par cet État Partie d’une demande en vertu du présent chapitre de la Convention.”

27 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

27 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

27 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

Article 57. Restitution et disposition des avoirs

“2. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes de restituer les biens confisqués, lorsqu’il agit à la demande d’un autre État Partie, conformément à la présente Convention, et compte tenu des droits des tiers de bonne foi.”

28 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

28 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

28 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

Mesures préventives**Article 6. Organe ou organes de prévention de la corruption**

“1. Chaque État Partie fait en sorte, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, qu’il existe un ou plusieurs organes, selon qu’il convient, chargés de prévenir la corruption par des moyens tels que:

a) L'application des politiques visées à l'article 5 de la présente Convention et, s'il y a lieu, la supervision et la coordination de cette application;

b) L'accroissement et la diffusion des connaissances concernant la prévention de la corruption."

29 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

☐ Oui ☐ Oui, en partie

☐ Non

29 b). Si la réponse est "oui" ou "oui, en partie", veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

29 c). Si la réponse est "oui, en partie" ou "non", dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ☐

Rédaction de lois ☐

Conseils juridiques ☐

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ☐

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ☐

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ☐

"2. Chaque État Partie accorde à l'organe ou aux organes visés au paragraphe 1 du présent article l'indépendance nécessaire, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, pour leur permettre d'exercer efficacement leurs fonctions à l'abri de toute influence indue. Les ressources matérielles et les personnels spécialisés nécessaires, ainsi que la formation dont ces personnels peuvent avoir besoin pour exercer leurs fonctions, devraient leur être fournis."

30 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

30 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

30 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

Article 7. Secteur public

“1. Chaque État Partie s'efforce, s'il y a lieu et conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, d'adopter, de maintenir et de renforcer des systèmes de recrutement, d'embauchage, de fidélisation, de promotion et de retraite des fonctionnaires et, s'il y a lieu, des autres agents publics non élus, qui:

a) Reposent sur les principes d'efficacité et de transparence et sur des critères objectifs tels que le mérite, l'équité et l'aptitude;”

31 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

31 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

31 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
- Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) Comportent des procédures appropriées pour sélectionner et former les personnes appelées à occuper des postes publics considérés comme particulièrement exposés à la corruption et, s'il y a lieu, pour assurer une rotation sur ces postes;”

32 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

32 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

32 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“c) Favorisent une rémunération adéquate et des barèmes de traitement équitables, compte tenu du niveau de développement économique de l'État Partie;”

33 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

33 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

33 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“d) Favorisent l’offre de programmes d’éducation et de formation qui leur permettent de s’acquitter de leurs fonctions de manière correcte, honorable et adéquate et les fassent bénéficier d’une formation spécialisée appropriée qui les sensibilise davantage aux risques de corruption inhérents à l’exercice de leurs fonctions. Ces programmes peuvent faire référence aux codes ou normes de conduite applicables.”

34 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

34 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

34 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“2. Chaque État Partie envisage aussi d’adopter des mesures législatives et administratives appropriées, compatibles avec les objectifs de la présente Convention et conformes aux principes fondamentaux de son droit interne, afin d’arrêter des critères pour la candidature et l’élection à un mandat public.”

35 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

35 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

35 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
 Rédaction de lois ()
 Conseils juridiques ()
 Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
 Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
 Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“3. Chaque État Partie envisage également d'adopter des mesures législatives et administratives appropriées, compatibles avec les objectifs de la présente Convention et conformes aux principes fondamentaux de son droit interne, afin d'accroître la transparence du financement des candidatures à un mandat public électif et, le cas échéant, du financement des partis politiques.”

36 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
 () Non

36 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

36 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()
- Autre (veuillez préciser)

- Aucun besoin d'assistance ()

“4. Chaque État Partie s'efforce, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, d'adopter, de maintenir et de renforcer des systèmes qui favorisent la transparence et préviennent les conflits d'intérêts.”

37 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

37 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

37 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

Article 9. Passation des marchés publics et gestion des finances publiques

“1. Chaque État Partie prend, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, les mesures nécessaires pour mettre en place des systèmes appropriés de passation des marchés publics qui soient fondés sur la transparence, la concurrence et des critères objectifs pour la prise des décisions et qui soient efficaces, entre autres, pour prévenir la corruption. Ces systèmes, pour l'application desquels des valeurs seuils peuvent être prises en compte, prévoient notamment:

a) La diffusion publique d'informations concernant les procédures de passation des marchés et les marchés, y compris d'informations sur les appels d'offres et d'informations pertinentes sur l'attribution des marchés, suffisamment de temps étant laissé aux soumissionnaires potentiels pour établir et soumettre leurs offres;”

38 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

38 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

38 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) L'établissement à l'avance des conditions de participation, y compris les critères de sélection et d'attribution et les règles d'appels d'offres, et leur publication;”

39 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

39 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

39 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“c) L'utilisation de critères objectifs et prédéterminés pour la prise des décisions concernant la passation des marchés publics, afin de faciliter la vérification ultérieure de l'application correcte des règles ou procédures;”

40 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

40 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

40 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“d) Un système de recours interne efficace, y compris un système d’appel efficace, qui garantisse l’exercice des voies de droit en cas de non-respect des règles ou procédures établies conformément au présent paragraphe;”

41 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

41 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

41 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
- Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“e) S’il y a lieu, des mesures pour réglementer les questions touchant les personnels chargés de la passation des marchés, telles que l’exigence d’une déclaration d’intérêt pour certains marchés publics, des procédures de sélection desdits personnels et des exigences en matière de formation.”

42 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
- () Non

42 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

42 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
- Rédaction de lois ()
- Conseils juridiques ()
- Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
- Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“2. Chaque État Partie prend, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, des mesures appropriées pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques. Ces mesures comprennent notamment:

a) Des procédures d'adoption du budget national;”

43 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

43 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

43 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“b) La communication en temps utile des dépenses et des recettes;”

44 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

44 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

44 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

- Loi type ()
Rédaction de lois ()
Conseils juridiques ()
Visite d’un expert de la lutte contre la corruption ()
Élaboration d’un plan d’action pour l’application ()
Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d’assistance ()

“c) Un système de normes de comptabilité et d’audit, et de contrôle au second degré;”

45 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

- () Oui () Oui, en partie
() Non

45 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

45 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“d) Des systèmes efficaces de gestion des risques et de contrôle interne; et”

46 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie

() Non

46 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

46 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“e) S’il y a lieu, des mesures correctives en cas de manquement aux exigences du présent paragraphe.”

47 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

() Oui () Oui, en partie
() Non

47 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

47 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ()

Rédaction de lois ()

Conseils juridiques ()

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ()

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ()

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ()

“3. Chaque État Partie prend, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures civiles et administratives nécessaires pour préserver l'intégrité des livres et états comptables, états financiers ou autres documents concernant les dépenses et recettes publiques et pour en empêcher la falsification.”

48 a). Votre pays a-t-il adopté les mesures susmentionnées? (cochez une réponse)

☐ Oui ☐ Oui, en partie

☐ Non

48 b). Si la réponse est “oui” ou “oui, en partie”, veuillez indiquer la ou les loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

48 c). Si la réponse est “oui, en partie” ou “non”, dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter les mesures susmentionnées? (cochez toutes les réponses pertinentes)

Loi type ☐

Rédaction de lois ☐

Conseils juridiques ☐

Visite d'un expert de la lutte contre la corruption ☐

Élaboration d'un plan d'action pour l'application ☐

Autre (veuillez préciser)

Aucun besoin d'assistance ☐
